

Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité

OBJET : AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DU MAIL

Mandat d'équipe pluridisciplinaire réunissant les compétences d'un architecte paysagiste et/ou architecte, d'un ingénieur en transport et de toutes autres compétences apportant une plus-value au projet et à son élaboration

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M-255 TI

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIÈRES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

DOCUMENTS À RETOURNER COMPLETEL À L'ADJUDICATEUR

- Document B1 (agrafé et non relié)
 - Attestations demandées
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 105)
- Annexe 1 : Plan n° 2636 – 2501 C / Situation des collecteurs (intention) & réseaux SIG existants
Plan n° 2636 – 2502 C / Profils en long des collecteurs (intention)
- Annexe 2 : Plan n° 2636-2102 C / Situation Aménagements routiers première projection
- Annexe 3 : Avenue du Mail – Relevé géomètre de l'état existant
- Annexe 4 : Documentation Office cantonal de l'eau – Eau en Ville : gestion des eaux pluviales : vers un changement des pratiques ? – Version 1.0 – Avril 2020.
- Annexe 5 : Quand la ville surchauffe : bases pour un développement urbain adapté aux changements climatiques de l'Office Fédéral de l'Environnement.
- Annexe 6 : Documentation tranchée de Stockholm.

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, sont consultables sur le site www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour

Pour le projet d'aménagement de l'avenue du Mail

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les architectes paysagistes et/ou architectes, ingénieurs en transport, établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offrent la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions mentionnées ci-dessous.

Le maître d'ouvrage recherche un groupement de mandataires réunissant les compétences suivantes :

pour les architectes paysagistes et/ou architectes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte paysagiste des Hautes Écoles Spécialisées (HES ou ETS), des Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'Université de Genève, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel, Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

pour les ingénieurs en transports :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme universitaire ou d'ingénieur des Hautes Écoles Spécialisées (HES ou ETS), des Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel, Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

Pour toutes autres compétences apportant une plus-value au projet et à son élaboration :

- Être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme universitaire ou des Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence, ou d'une expérience faisant foi dans la profession.

2. INFORMATIONS GÉNÉRALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève

Département de l'Aménagement, des Constructions et de la Mobilité

Service de l'Aménagement, du Génie Civil et de la Mobilité

10 rue François-Dussaud - CH 1227 Les Acacias-Genève

Tél. : 022 418 21 00

Fax. : 022 418 21 01

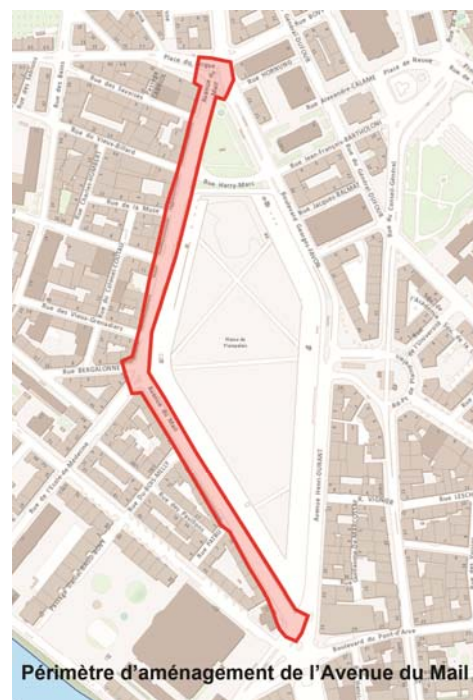
E-mail : agcm@ville-ge.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

La Ville de Genève se propose de réaliser les aménagements des espaces publics de l'Avenue du Mail ainsi que la finalisation du projet de mobilité douce. Ce projet s'inscrit dans la continuité de l'action entreprise par le Canton et la Ville de Genève au sein du projet « taskforce mobilité vélo ». Cet axe assure une liaison structurante cyclable sur l'itinéraire Cornavin-Mail. L'étude doit développer un projet d'aménagement avec réaffectation d'une partie de la chaussée actuelle pour des aménagements sécurisés cycles et piétons et un rééquilibrage des mobilités.

Le périmètre de projet se situe entre la place du Cirque et celle des 23 Cantons incluant les accroches aux rues adjacentes.



Pour ce faire, les maîtres d'ouvrages cherchent à s'attacher les services d'une équipe pluridisciplinaire de mandataires spécialisés et composée :

- d'un bureau d'architecte paysagiste et/ou architecte qui sera le pilote du projet d'aménagements publics jusqu'à la phase 33 comprise, et assumera une direction architecturale et la direction des travaux liée aux plantations, à partir de la phase 41 jusqu'à l'achèvement ;
- d'un bureau d'ingénieur en transport qui aura une mission d'expertise dans le projet d'aménagement public et porteur du projet de mobilité douce ;
- de toutes autres compétences apportant une plus-value au projet et à son élaboration.

Cette équipe pluridisciplinaire aura la mission de mettre en place un projet d'espace public cohérent prenant en compte la problématique de la mobilité en particulier les cycles. Il est demandé à l'équipe pluridisciplinaire une attention et un engagement particulier concernant les problématiques environnementales, en particulier celle liée au réchauffement climatique et son incidence sur l'habitabilité des villes et paysagère.

À noter que l'équipe pluridisciplinaire devra collaborer étroitement avec l'ingénieur civil, à savoir le bureau ZS, déjà retenu pour réaliser les collecteurs d'assainissement et les revêtements de chaussée. Cet ingénieur civil verra son mandat complété pour accompagner l'équipe pluridisciplinaire. L'architecte paysagiste pilote de l'équipe pluridisciplinaire aura la responsabilité du projet d'aménagement en coordination étroite avec l'ingénieur civil en charge du projet routier et des réseaux. Il est demandé à l'équipe pluridisciplinaire et au mandataire ingénieur civil de mettre en place un processus de travail en équipe.

Les prestations sont décrites au paragraphe 2.2.6. En conformité avec les normes SIA 105 et 108, il est demandé d'assurer les prestations d'études, phases 31 à 33, et d'appel d'offres, phase 41. Les prestations de réalisation, phases 51 à 53, seront assurées par l'équipe pluridisciplinaire sous réserve du vote du crédit de réalisation par le Conseil municipal de la Ville de Genève. Le non-engagement des phases 5 ne pourra faire l'objet d'aucun dédommagement.

Par ailleurs, le pilote du groupement selon les objets assurera toutes les tâches de coordination des études et des travaux. À ce titre, il sera notamment chargé de participer à la rédaction des cahiers des charges relatifs aux autres mandataires spécialisés à recruter, mais également de coordonner leurs prestations avec la DT (éclairagiste, arboriste, ingénieur spécialisé, géomètre, etc.). Lors des études et la réalisation, le mandataire sera amené à collaborer avec les services gestionnaires, partenaires, bénéficiaires de l'espace réaménagé ainsi qu'avec divers autres services de la Ville de Genève, de l'État de Genève ou d'autres mandataires désignés par le maître de l'ouvrage.

2.2.2 Descriptif

L'avenue du Mail se situe dans le cœur de la cité genevoise et est un axe majeur dans sa structure.

Une taskforce mobilité vélos a été créée début 2019, en partenariat avec le Canton, ayant comme objectif de créer des continuités cyclables directes, sécurisées et rapides entre différents pôles d'attraction au centre-ville de Genève.

L'axe cyclable Cornavin – Uni Mail a été identifié comme une priorité dans le développement du réseau cyclable de la Ville de Genève.

C'est pourquoi, un projet d'aménagement cyclable le long de l'avenue du Mail a été développé (cf Annexe 2) jusqu'en mars 2020 au travers du réseau routier existant, tout en y intégrant les contraintes locales. Ce projet, dans sa version actuelle, permet d'insérer une continuité cycle sous forme de piste cyclable d'une largeur minimale de 2 mètres et a été développé par une équipe de mandataires constituée d'un ingénieur civil et d'un ingénieur en mobilité. Le mandat de l'ingénieur civil est en cours.

Lors de l'épisode Covid 19, une mise en œuvre temporaire de cette continuité cycle a été rendue possible, en supprimant une voie de transports individuels motorisés (TIM).

Cet aménagement provisoire donne aujourd'hui toute satisfaction sans que soient constatés des problèmes d'écoulement du trafic TIM. Il est cependant trop fonctionnel et n'apporte aucune plus-value à l'aménagement de cet axe.

En matière de paysage, le site considéré est caractérisé par le fait que l'Avenue du Mail longe une partie du mail arborisé de la plaine de Plainpalais. Ce mail, a été récemment rénové sur la quasi-totalité du pourtour de la plaine de Plainpalais.

Dans ce contexte, la Ville de Genève souhaite développer un véritable projet d'aménagement urbain et de paysage ambitieux intégrant le projet de mobilité et à même de lutter contre le réchauffement climatique. Le travail des mandataires devra viser à mettre en place une démarche de projet exemplaire, dont découlera une création d'espace public de grande qualité. Cette démarche exigeante devra répondre aux nouvelles orientations souhaitées par la Présidence du Département de l'Aménagement, des Constructions et de la Mobilité (DACM) et le Conseil Administratif (CA) de la Ville de Genève, en termes de lutte contre les îlots de chaleur et de lutte contre le réchauffement climatique.

Mission générale de l'équipe pluridisciplinaire :

Le projet d'aménagement des espaces publics de l'avenue du Mail devra être mené selon les objectifs, définis ci-dessous. Une attention particulière devra être portée dans le développement du projet d'aménagement, aux problématiques liées au changement climatique. La traduction de ces objectifs dans le projet d'aménagement d'espaces publics se doit d'être remarquable.

OBJECTIFS À DÉVELOPPER POUR UN ESPACE PUBLIC DE QUALITÉ :

1. Définir les lieux :

Évaluer les besoins en matière de déplacement et de mobilité, d'espaces de repos, de rencontre et de vie sociale, de paysage et de végétalisation ainsi que les axes de vues depuis le site. Déterminer les accroches de l'Avenue du Mail avec son environnement proche, la zone 30 Jonction, la plaine de Plainpalais, la rue de l'École-de-Médecine. Prendre en compte l'usage des pleins et des vides constituant les lieux. Ces différents besoins qualifieront les espaces mis à la disposition des usagers du site.

2. Hiérarchisation des espaces :

Les espaces libres et les vides doivent permettre une appropriation des lieux par les usagers et les habitants. L'identification des usages caractérisera la hiérarchisation des espaces, du public au privé (ex. : terrasse), du piéton au cycle, de l'imperméable au perméable et aux plantations.

3. Continuité de l'espace public et de l'espace végétal :

Une fois les différents espaces qualifiés et hiérarchisés, la mise en place de continuités entre les différents secteurs d'aménagement de l'avenue du Mail déterminera la qualité de l'espace public utilisable par les habitants et usagers.

La notion de continuité implique un travail sur les vues, les transparences, les fenêtres de perception, en intégrant la topographie, les plantations existantes et futures. L'aménagement devra éviter les espaces résiduels non connectés, les ruptures entre les espaces et les plantations, les ruptures de vues.

4. Qualité des espaces publics :

L'emprise des espaces dévolus à l'usage public doit être de taille suffisamment importante pour pouvoir dégager une qualité d'usage. Le caractère des lieux sera induit par la mise en place d'une continuité d'espace et de végétations, d'une intégration des usages, d'une réflexion qualitative sur les milieux.

5. Pérennité de l'aménagement :

Afin de maintenir la qualité de l'aménagement à long terme, un dialogue sera instauré avec les services de la Ville de Genève gestionnaires du site (SEVE, Voirie ville propre, Logistique et manifestation) pour une mise au point commune du projet.

Les principes d'aménagement suivant constitueront l'ossature d'une réflexion qualitative :

- emprise et typologie des différents espaces
- emprise des cheminements cycles, piétons
- vues
- prise en compte de la typologie des rez-de-chaussée
- accroche aux rues adjacentes et connexions aux carrefours
- qualité et type de revêtements, choix des matériaux
- essence et volume des plantations
- gestion de l'eau de surface
- type de mobilier urbain
- projet d'éclairage public

OBJECTIFS À METTRE EN OEUVRE POUR RÉPONDRE À LA PROBLÉMATIQUE ENVIRONNEMENTALE :

1. Améliorer le cadre de vie :

En développant un projet qualitatif dans un tissu urbain dense, en redonnant leurs places aux mobilités douces et en valorisant les pieds de façade ;

2. Diminuer les îlots de chaleur :

En développant un projet de végétalisation, et l'utilisation de plantes et de matériaux répondant à ces exigences ;

3. Améliorer la qualité de l'air :

Développer un projet visant à diminuer les émissions polluantes et les poussières à l'échelle du projet.

4. Mettre en place une gestion différenciée des eaux pluviales :

La gestion de l'eau pluviale sur le site avec une restitution au sous-sol et/ou aux végétaux est à mettre en place. Ce parti d'aménagement est à mettre en œuvre en tenant compte des contraintes techniques et légales liées à la structure du sous-sol du site.

Dans le même ordre, nous souhaitons une réflexion sur la possibilité de la gestion de l'infiltration des eaux de chaussée plus polluées que celle des toitures et des trottoirs. Cette réflexion devra tenir compte des contraintes techniques et réglementaires liées aux eaux polluées. Ces aménagements auront une valeur d'exemple pour la Ville de Genève. Leur mise en place doit faire l'objet de soins et d'innovations. Il est attendu de l'architecte paysagiste une maîtrise des techniques nouvelles de gestion différenciée de l'eau de surface.

5. Réduire les émissions sonores:

En plus du revêtement phonoabsorbant prévu, l'aménagement devra contribuer à limiter les nuisances sonores.

OBJECTIFS DE MOBILITÉ À DÉVELOPPER DANS LE PROJET :

Le développement du projet devra tenir compte des aménagements connexes projetés dans le périmètre et assurer la coordination avec les projets autorisés: zone 30 Jonction, zone 30 Arquebuse et apporter les adaptations nécessaires. De même il pourra se baser sur toutes les réflexions antérieures menées sur l'avenue du mail dans le cadre de la task force vélo.

1. Assurer la continuité, la sécurité et le confort des aménagements cyclables et piétons

Développer un projet d'aménagement donnant plus d'espaces aux aménagements piétons et vélos, tenant compte des contraintes de gabarit et de sécurité, avec une attention particulière au niveau des carrefours sensibles tels que le débouché sur la place du Cirque, les connexions avec la rue Harry Marc/Vieux Billard, le carrefour de l'école de Médecine et le carrefour des 23 Cantons.

Le projet pourra se baser en partie sur les réflexions antérieures du projet qui intégrait :

- des trottoirs traversants sur toutes les rues côté du quartier de la Jonction (intégrés dans l'autorisation du projet Zone30), sauf Vieux Billard ;
- une piste cyclable confortable et généreuse en site propre (2m minimum mais plutôt tendre vers 2,5m) ;
- la suppression du stationnement côté quartier et la redistribution des cases livraisons et des places deux roues sur les petites rues perpendiculaires ;
- le carrefour École de Médecine dont le traitement intègre un espace public aménagé sous forme de placette ;
- le traitement des cycles au droit des arrêts de bus.

2. Redéfinir les gabarits de mobilité pour la chaussée circulante

- assurer la continuité de la voie bus (3,5m) et intégration des arrêts de bus garantissant la sécurité des mobilités douces ;
- récupérer de l'espace piéton-vélo sur le gabarit routier en supprimant une voie TIM et le stationnement ;
- questionner les zones d'accès du parking : étudier leur nécessité et positionnement pour l'accessibilité du parking ;
- travail spécifique sur le tronçon entre rue Patru et carrefour des 23 Cantons : ce tronçon, en lien avec le fonctionnement du carrefour 23 Cantons, est sensible et devra faire l'objet d'un traitement particulier.

3. Améliorer la perméabilité de l'axe pour les mobilités douces

Aujourd'hui la perméabilité de l'axe n'est pas bonne en raison des distances entre les passages piétons (en moyenne de 150m), de la forte coupure que constitue l'axe (largeur de la chaussée, vitesses des véhicules, charges de trafic), des temps d'attente très longs aux passages piétons régulés. La nécessité de travailler sur la régulation des carrefours à feux doit être intégrée.

Travailler les connexions cyclables pour assurer la continuité des itinéraires : liaison avec Harry Marc, liaison avec École de Médecine, travail sur les insertions, présélections et sas sur le tronçon Patru-23 Cantons.

4. Assurer la desserte et le stationnement local pour les activités (cases de livraisons)

Travail sur les rues de desserte perpendiculaires

5. Reprendre la régulation des carrefours

Le nouveau projet nécessitera de reprendre la régulation de tous les carrefours régulés de cet axe et devra mieux tenir compte de la mobilité douce

6. Diminuer les vitesses de circulation

Le nouveau projet doit être une occasion de questionner la vitesse de circulation de cet axe. Une vitesse limitée à 30 km/h sur cet axe (au minimum de nuit) permettrait la diminution des nuisances, donnerait un caractère de rue urbaine, aménagée, agréable et permettrait de reconstruire le lien d'usage et de perméabilité entre le quartier de la Jonction et la Plaine de Plainpalais.

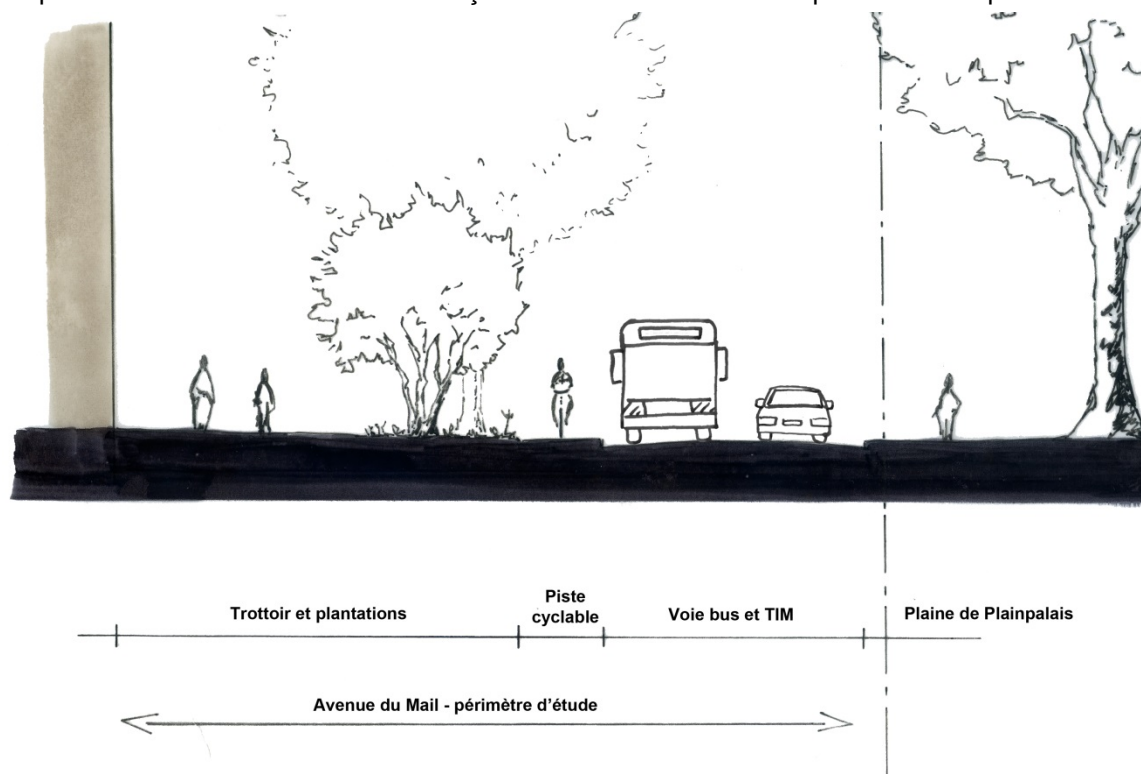
OBJECTIFS À MAINTENIR :

Les fondamentaux du projet en cours de développement seront bien évidemment maintenus :

1. Création d'une piste cyclable d'au minimum 2 mètres de largeur,
2. Maintien des voies de circulation TIM conformément à l'aménagement provisoire actuellement en place.
3. Assainissement des collecteurs Ville de Genève : le principe de mise en séparatif ne devra pas être remis en cause.

Axes de travail pour l'équipe pluridisciplinaire :

Les futurs mandataires devront engager leur réflexion d'aménagement d'espace public sur la base du principe décrit ci-dessous, entre le carrefour des 23-Cantons et la place du Cirque. Le périmètre du mandat s'étend de « façade à bordure du mail de la plaine de Plainpalais.



Végétation future :

Le mandataire devra proposer une arborisation avec un choix d'espèces intégrant des essences adaptées aux conditions urbaines et à la proximité d'une voie bus et d'un front bâti. Une végétalisation de l'avenue du Mail en strate basse est souhaitée. **Ce principe de végétalisation devrait permettre d'aborder les objectifs de développement durable développés en point 2.2.1.**

Eau-Sol-Arbres :

La Ville de Genève souhaite que ce projet soit exemplaire du point de vue de la gestion des eaux pluviales. Le futur mandataire architecte paysagiste devra par conséquent concevoir des solutions techniques en collaboration avec l'ingénieur civil, privilégiant un acheminement des eaux de pluie vers les futurs espaces plantés en s'inspirant de l'annexe 5 de l'Office Cantonal de l'Eau (SPDE).

Le futur mandataire devra faire des propositions concernant la récupération des eaux de pluie non polluées et de l'acheminement de celles-ci dans les fosses de plantation.

À titre d'exemple, le mandataire pourra se baser sur le système mis en place dans la ville de Stockholm (puits mis en place à proximité des arbres pour acheminer les eaux de pluie, voir annexe 6).

Une attention toute particulière sera portée aux fosses de plantation des arbres et tout sera mis en œuvre pour reconstituer un sol favorisant le développement sur le très long terme des arbres.

Sols perméables :

Des revêtements perméables favorisent, la lutte contre les îlots de chaleur, l'amélioration de la qualité du sol des plantations par les échanges gazeux et la restitution des eaux de pluie par infiltration. Par conséquent, limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols, favoriser l'infiltration des eaux pluviales doit faire partie des éléments de base servant à définir ce projet.

C'est pourquoi le futur mandataire devra proposer des revêtements de sol qui devront respecter les usages suivants :

- la perméabilité ;
- la praticabilité, l'accessibilité ;
- le nettoyage à l'eau, mécanisé ou non et l'exigence de propreté souhaitée ;
- la pérennité, la résistance aux aléas climatiques, la solidité adaptée au type d'usage futur .

Le mandataire devra en outre respecter dans son projet les directives de l'Office Cantonal de l'Agriculture et de la Nature (OCAN) concernant les futures plantations et se baser sur l'annexe 5 pour la réalisation de ce projet (*bases pour un développement urbain adapté aux changements climatiques de l'Office Fédéral de l'Environnement*).

Insertion d'une piste cyclable en site propre le long de l'avenue du Mail.

L'insertion de cette nouvelle piste cyclable en site propre engendrera un nouveau profil en travers de l'avenue du Mail, soit des façades des immeubles au mail planté de la plaine de Plainpalais.

L'intention donnée dans la coupe ci-dessus devra faire l'objet de propositions de variantes d'aménagement afin de tester la pertinence du positionnement de la piste cyclable.

Pour se faire, l'architecte paysagiste devra concevoir son projet en étroite coordination avec le mandataire ingénieur mobilité et l'ingénieur civil. Notamment pour le choix du profil, de la coupe, et des matériaux notamment pour différencier les usages en site propre spécifique pour les vélos et pour les piétons

L'intégration des problématiques PMR ou plutôt contraintes d'aménagement en faveur des PMR (différenciation entre piste et trottoir, guidage PMR,...)devra également être prise en compte dans le projet.

6.2.3 Programme

Le programme intentionnel du projet est le suivant :

- Février 2021 : attribution du mandat d'architecte paysagiste
- Mai 2021 : rendu de l'AVP du projet paysagiste
- Septembre 2021 : rendu du projet paysagiste

2.2.4 Situation foncière

Les parcelles n° 3474 – 3500 – 3508 – 3512 – 3469 - 3517 faisant l'objet du présent mandat sont situées sur le domaine public communal.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Le mandat s'inscrit dans une opération dont le coût total, collecteur compris est de CHF 8'000'000 HT. Ce montant est donné à titre indicatif.

L'estimation du montant des travaux d'aménagement des espaces publics de l'avenue du mail donnant droit aux honoraires est de **3'500'000.- HT**

La rémunération des mandataires se fera :

- au tarif coût pour les architectes paysagistes,
- au tarif temps pour les ingénieurs en transport.

2.2.6 Prestations du mandataire

Il s'agit d'une mission complète couvrant l'entier des phases SIA suivantes :

Prestations selon SIA 105 et 108

- 31,32 et 33. L'autorisation de construire sera déposée par l'ingénieur civil. Le candidat devra néanmoins prévoir de participer à l'élaboration de la phase 33 sans en être le pilote ;
- 41 : contribution à la rédaction des appels d'offres, pilotée par l'ingénieur civil et rédiger les appels d'offres liés au projet d'aménagement et de paysage ;
- Assumer la direction des travaux et le contrôle des coûts ainsi que la direction architecturale pour le projet d'aménagement d'espace public. Établir les documents correspondant aux phases 51, 52 et 53. La gestion des dépenses et la projection financière en fin de chantier, devront se faire tout au long de la durée de l'opération, avec le tableau de suivi et projection financière de la Ville qui fera partie des conditions particulières du contrat.

Prestations à inclure selon les attentes de la Ville de Genève :

A) Pour l'architecte paysagiste et/ou architecte :

- Une fois la procédure d'attribution terminée, le lauréat architecte paysagiste devra travailler en étroite collaboration avec l'ingénieur civil, à savoir le bureau ZS.

- Analyser avec une approche sensible le site en ancrant ses observations dans le réel d'un cœur de ville
- rechercher et élaborer un parti d'aménagement d'espaces publics en abordant l'ensemble des problématiques liées à la mobilité et l'accessibilité, les nuisances sonores, la végétation...
- prendre un soin particulier dans le choix des essences d'arbres et autres végétaux en tenant compte des nouvelles contraintes climatiques liées aux milieux urbains
- prendre en considération le sous-sol existant (réseaux) lors du projet d'aménagement paysager ;
- prendre en compte l'entretien du projet dans ses choix architecturaux et les traduire dans ses décisions de manière à faciliter et minimiser l'entretien du site à l'avenir. ;
- un échange avec les services chargés de l'entretien devra être fait au cours du processus d'élaboration du projet afin de tenir compte de leur problématique dans la mise au point de l'aménagement. ;
- proposer des actions simples et efficaces en termes de protection de l'environnement et notamment pour favoriser la biodiversité et protéger les ressources en matières premières.
- réaliser toutes les coupes types nécessaires à la compréhension du projet ;
- représenter la Ville de Genève auprès des entités référentes en matière de mobilité (OCT, TPG), de végétation, l'Office Cantonal de l'Agriculture et de la Nature (OCAN) et de gestion des eaux pluviales (OCEAU) etc. ;
- assurer la coordination avec les Services Industriels de Genève (SIG) : présentation du projet en CCTSS et prise en compte des besoins des SIG (plantations des arbres et développements des racines, etc.) ;
- assurer les échanges et la coordination avec les différents services de l'État de Genève, et les propriétaires d'immeubles et les régies;
- garantir la coordination avec le Service des Espaces Verts (SEVE) de la Ville de Genève, l'Office Cantonal de l'Agriculture et de la Nature (OCAN) du Canton de Genève, l'Office Cantonal de l'eau ;
- participer à l'établissement des estimations des coûts et du devis général, ainsi que la rédaction des appels d'offres;
- assumer la direction des travaux de plantations et de gestion des surfaces et le contrôle des coûts ainsi que la direction architecturale. Établir les documents correspondant aux phases 51, 52 et 53. Participer aux côtés de l'ingénieur civil à la gestion des dépenses et la projection financière en fin de chantier, qui devra se faire tout au long de la durée de l'opération, avec le tableau de suivi et projection financière de la Ville ;
- la consultation et l'information des riverains et associations, y compris les séances, font également partie des prestations ordinaires ;
- les procès-verbaux des séances seront rédigés par le mandataire ;
- participer aux côtés de l'ingénieur civil à l'élaboration du dossier d'ouvrage achevé.

B) Pour l'ingénieur en transport :

L'offre du bureau d'ingénieur en transport devra être établie sur la base de 10 étapes de chantier.

Les prestations du bureau d'ingénieur en transport, qui permettront la réalisation des travaux en tenant compte des exigences en matière de mobilité, sont les suivantes :

- Sur la base des mesures de chantier dictées par l'autorité compétente (OCT) et des étapes de chantiers définies par l'ingénieur civil, l'ingénieur en transport établira les plans et documents récapitulant l'ensemble du dispositif retenu soit les signalisations verticales et horizontales, et la régulation des feux de signalisation. Ces plans et documents devront être validés par l'OCT. Il participera à l'élaboration de la stratégie d'information des travaux et, au besoin, établira des fiches d'infographie communiquant les impacts en matière de mobilité. (installation, phasages, déviation, etc...);
- Etablissement des plans de marquage en phase travaux ;
- Etablissement de rapports sur les mesures de circulation liées au chantier contenant les éléments précités ;
- Le chantier devra être annoncé en PCM. Il devra faire l'objet d'un rendez-vous d'étude avant le rendez-vous de pré-police afin de déterminer le déroulement ;
- Participation aux séances avec l' OCT et aux séances de chantier liées aux questions sur les mesures de circulation de chantier y compris rédaction des procès-verbaux ;
- Coordination avec les différents ingénieurs spécialistes intervenants (ingénieur civil, géomètres,...) et ponctuellement les riverains ;
- Le mandataire devra tenir compte, dans son offre, de la coordination qu'il devra mener avec les SIS, l'OCT, la CCTSS, les SIG ainsi que les autres partenaires de la CCTSS, les propriétaires d'immeubles et les régies. Une étroite collaboration avec les différents propriétaires des commerces et des restaurants est nécessaire afin de coordonner les livraisons de ces derniers ;
- Etablissement du plan informatique des marquages définitifs selon les directives OCT. Ce plan devra être ensuite transmis à l'OCT pour l'établissement et la validation du plan de marquages définitif ;
- Assister le bureau d'ingénieur civil lors de la phase de l'établissement du rapport d'adjudication des travaux de génie civil (entreprise), plus particulièrement concernant la compréhension des étapes de circulation en phase travaux (compréhension de la problématique et pertinence des propositions faites par les entreprises) ;
- Le mandataire devra tenir compte, dans son offre, de la coordination qu'il devra mener avec les fournisseurs, et autres prestataires tiers nécessaires à la modification, gestion, mise en service et rétablissement des signalisations lumineuses et carrefours à feux ;
- Validation des différents devis et factures liés à la modification de la régulation des carrefours imputés à la Ville de Genève. Toutes les factures et situations seront accompagnées de métrés vérifiés et contresignés par le mandataire ;
- Avant le début des travaux, un ou plusieurs rendez-vous de police avec l' OCT sont à prévoir dans le cadre de l'ensemble des travaux, ces séances sont à distinguer des rendez-vous de chantier. De plus, le mandataire devra, pour chaque rendez-vous de police, établir un procès-verbal de la séance ainsi qu'un plan de situation de signalisation de chantier temporaire demandée par l' OCT. Ce document devra par la suite être approuvé par l'OCT avant d'être distribué à l'entreprise de génie civil ;
- Poursuivre la réflexion sur la mobilité liée au quartier selon les objectifs définis dans les différentes études et documents produits et mettre en place des stratégies de circulation lors de la réalisation des différentes phases de chantier (déviations, signalisations et barrières, sécurisation cheminement piéton, livraisons, etc.) en collaboration avec l'OCT (Office cantonal des transports) et les Transports Publics Genevois (TPG).

Toutes prestations non décrites ci-dessus, que le bureau d'ingénieur en transport juge nécessaire à la réalisation de son mandat, doivent être incluses dans l'offre.

▪ **Établissement de l'offre**

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Il convient de relever qu'au cas où le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – acceptés par le maître de l'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Renchérissment**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

Les délais prévisionnels principaux sont les suivants :

Envoi appel d'offres équipe pluridisciplinaire	: septembre 2020
Choix équipe pluridisciplinaire	: février 2021
Projet définitif	: septembre 2021
Dépose DD	: octobre 2021
DD autorisée	: fin mai 2022
Appel d'offres entreprises paysagistes	: printemps 2022
Début des travaux	: juin 2022

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : 4 novembre 2020 à 11 h 00.

auprès de

Ville de Genève

Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité

Unité soumissions 4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3e étage inférieur)

Case postale 3983

1211 Genève 3

Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres, mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Si le rendu est sous forme de planche, une réduction A3 devra être fournie.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M 255 TI
Aménagement de l'Avenue du Mail

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Émolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux *est admise*.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance *est admise*.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier *ne donne droit à aucune indemnité*.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **20 octobre 2020 à 18 h**
auprès de SIMAP

Ville de Genève

Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité des constructions et de l'aménagement

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch (pour les procédures publiques).

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

/

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITÈRES D'ADJUDICATION		PONDÉRATION
1.	Compréhension de la problématique, méthodologie	50 %
2.	Références du candidat	20 %
3.	Qualité économique globale de l'offre	30 %
TOTAL		100 %

4.8 Évaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : **formule linéaire T1 pondérée**

Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = $5 - (P \text{ offert} - P \text{ min.}) / (P \text{ moyen} - P \text{ min.})$

P offert : montant du prix offert

P min : montant du prix offert selon l'offre la plus basse reçue

P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / fonction / profession	Suppléant
M. Sébastien Alphonse	Ville de Genève, Service de l'Aménagement, du Génie civil et de la Mobilité (AGCM), Adjoint de Direction	M. Nicolas Betty Service de l'Aménagement, du Génie civil et de la Mobilité (AGCM), Chef de service
Mme Roselyne Brondex	Responsable d'opérations Ville de Genève, Service de l'Aménagement, du Génie civil et de la Mobilité (AGCM), Responsable d'opérations	M. Alessandro Morante Ville de Genève, Service de l'Aménagement, du Génie civil et de la Mobilité (AGCM), Responsable d'opérations
M Olivier Robert	Ville de Genève, Service des Espaces Verts Adjoint de Direction	M. Daniel Oertli Ville de Genève, Service des Espaces Verts Chef de service
M. Gilles Nussbaumer	<i>Expert externe</i> <i>Directeur de l'agence « Folia »</i>	

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 105 (édition 2014) est applicable.

Le règlement SIA 108 (édition 2014) est applicable.